

EXCLU - Reynders veut "un gros poisson fiscal pour 2009"

Au cours d'un entretien exclusif avec "L'Echo", Didier Reynders, le ministre fédéral des Finances, rappelle qu'en juillet, il y aura une déclaration institutionnelle... mais aussi un contrôle budgétaire. Et le leader des Libéraux francophones entend y effectuer "un grand pas" en faveur du relèvement de la quotité exemptée d'impôt. "Un gros poisson fiscal", comme il l'a qualifié.

Bruxelles (L'Echo) - Vous êtes ministre des Finances depuis bientôt neuf ans. N'aviez-vous pas envie de changer de département ?

Une autre piste a été suggérée dans la presse (NDLR : Premier ministre) mais, manifestement, il y avait un blocage du côté francophone. Je reste donc au 12, dans la même rue, et j'en suis très heureux.

Ce département offre une extraordinaire variété : un problème avec l'accueil de l'enfance, les sportifs professionnels ou la sécurité dans les PME, chaque fois on se tourne vers les Finances. On touche à tous les sujets qui préoccupent les gens dans leur vie quotidienne, tout en ayant un réel rôle international. Et puis, quand je vois les intentions de certains collègues, il vaut mieux avoir un libéral dans la maison. Je parle là comme politique... et comme contribuable aussi.

Si vous restez en place, c'est pour prendre de nouvelles mesures. Quel est le timing des allègements fiscaux annoncés dans l'accord de gouvernement ?

Certains veulent un gros poisson institutionnel pour la mi-juillet (NDLR : c'est l'expression utilisée par Bart De Wever, président de la N-VA). Moi, j'aimerais bien un gros poisson fiscal pour le contrôle budgétaire de juillet, quand le gouvernement dressera les premières perspectives pour 2009.

Quel gros poisson fiscal ?

Il faut agir sur la quotité exemptée d'impôt. En 2008, nous la portons de 6.150 à 6.400 euros, pour les revenus de moins de 22.873 euros. Je propose de généraliser la mesure à tous les revenus, même si ce n'est pas immédiatement intégré dans les précomptes. Mon objectif reste de porter cette quotité exemptée au niveau du revenu d'insertion, soit 8.400 euros. Si on continue au même rythme qu'en 2008 (250 euros), cela prendrait huit ans. Je propose donc d'effectuer un premier pas plus important dans le budget 2009. Le « Job korting » (frais forfaitaires) doit aussi être relevé. Il est actuellement payé en mai, nous pouvons le verser un peu plus tard, par exemple en août pour aider aux dépenses de la rentrée scolaire.

Dispose-t-on réellement des marges pour de tels allègements ?

Oui, en phasant la réforme sur 4, 6 ou 8 ans comme celle de 2001. Cela dit, on parle toujours du coût pour l'État, mais je préfère parler du gain pour le contribuable. C'est lui qui a gagné cet argent en travaillant.

Le nombre de barèmes fiscaux a divisé la coalition lors des négociations. Va-t-on vraiment vers une réduction ?

Oui, mais sans toucher à la tranche supérieure (50%). Ce sont les barèmes intermédiaires qu'il faut revoir. Est-il normal d'être taxé à 45% à partir de 17.610 euros brut, alors que ce montant donne accès au Fonds mazout ? Je demande un peu plus de respect pour les gens qui travaillent et qui ne sont pas tous riches, loin de là.

La réorganisation de votre administration n'a-t-elle pas trop réduit les contrôles

pour pouvoir débusquer les fraudes et abus ?

Malgré la réforme fiscale, les recettes augmentent. Croyez-vous que nous aurions cette année 94 milliards d'euros de recettes sans contrôle efficace ? Il y a peut-être moins de contrôles mais ils sont beaucoup mieux ciblés, grâce aux analyses de risques. Vous pouvez chercher : je n'ai jamais envoyé la moindre circulaire ou consigne, même pas un petit mot sur un ticket de métro, pour inviter à modérer les contrôles. Si je suis intervenu, c'est au contraire pour demander des contrôles.

Une certaine démotivation existe cependant au SPF...

Quand je suis arrivé, on recopiait les actes notariés à la main et un agent tamponnait tous les documents au port d'Anvers. Aujourd'hui, on scanne les actes, la douane paper-less fonctionne et les déclarations TVA se transmettent par électronique.

Le gouvernement a investi 150 millions par an dans l'informatisation du SPF. Alors, oui, nous avons parfois des pépins informatiques. Mais quelle entreprise n'en a pas ?

Les agents ont dû travailler autrement, parfois changer de poste à contrecœur. Une entreprise privée peut restructurer et réengager ensuite. Dans la fonction publique, c'est différent.

N'y a-t-il pas, quand même, des lacunes à la direction du SPF ?

C'est la conséquence des nominations politiques de mes prédécesseurs. En 1999, j'ai eu ma première réunion avec le secrétaire général des Finances, Grégoire Brouhns. Un excellent fonctionnaire. Mais le premier universitaire du comité de direction... Depuis des centaines d'universitaires ont été engagés. Ça avance.

N'envisagez-vous pas de désigner un manager externe ?

Le Conseil d'État a annulé la nomination de Jean-Claude Laes pour une question de procédure (des jurys différents pour les candidats francophones et néerlandophones) mais n'a jamais mis en doute ses qualités. Un manager externe, il faut voir aussi ce que cela coûterait.

Jean-Claude Laes est un excellent top-manager, avec un salaire de fonctionnaire. Rien à voir avec ce que l'on gagne à la BNB, à La Poste ou à Belgacom.

Interview: Christophe De Caevel

(c) - L'Echo

16:05 - 26/03/2008

Copyright © L'Echo